



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Jeudi 31 Mai 2012  
Numéro 103

Médiarama, [www.alintiqad.com](http://www.alintiqad.com)

## Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

*Annan appelle les Syriens à abandonner les armes et à négocier*

An Nahar (Proche du 14-Mars)

*L'Occident discute de l'après-plan Annan. Un projet de résolution sous le Chapitre VII pour la Syrie*

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

*Effondrement imminent du gouvernement*

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

*Le mémorandum du 14-Mars au dialogue*

L'Orient-Jour (Proche du 14-Mars)

*Le gouvernement uni contre les journalistes de l'EDL*

Al Ahram (Quotidien d'Etat égyptien)

*Des initiatives pour dissiper les craintes d'une Etat religieux ou du retour du régime de Moubarak*

Al Hayat (Quotidien saoudien)

*Le Conseil de sécurité examine «l'étape suivante» en cas d'échec du plan Annan*

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

*L'Arabie saoudite menace de se doter d'armes atomiques si l'Iran s'en procure*

## L'événement

### *Washington et ses alliés intensifient leurs pressions sur la Russie*

Les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux ont replacé la Syrie en tête de leur agenda et tentent, à la faveur du tollé provoqué par le massacre de Houla, le 25 mai, d'infléchir la position de la Russie et de la Chine qui ont réaffirmé leur refus de toute action militaire contre Damas. Le président américain Barack Obama a discuté mercredi par vidéoconférence de la crise syrienne avec le président français François Hollande, la chancelière allemande Angela Merkel et le président du Conseil italien Mario Monti. Dans un communiqué publié après la discussion, la Maison Blanche a indiqué que «les dirigeants ont discuté du point de vue qu'ils partagent sur l'importance de mettre fin à la violence du gouvernement contre son propre peuple et sur l'urgence de parvenir à une transition politique».

Dans le même temps, l'opposition syrienne a accentué ses pressions et intensifié ses critiques contre la Russie, l'accusant d'encourager le régime syrien à commettre des «crimes sauvages». «Une entente internationale pour un départ d'Assad est le seul moyen de sauver le plan Annan et de trouver une solution politique, faute de quoi la situation risque d'exploser et menacera toute la région», a estimé le Conseil national syrien (CNS). Il s'agit là d'une interprétation particulière du plan NAnnan qui ne stipule pas le départ du président Assad mais un dialogue entre l'opposition et le régime. De son côté, un dirigeant de l'Armée syrienne libre (ASL), le colonel Kassem Saadeddine, a indiqué que l'ASL «donne au régime un dernier ultimatum de 48 heures pour appliquer les résolutions du Conseil de sécurité. Il prend fin vendredi à 12h00. Nous serons alors libres de tout engagement et nous défendrons et protégerons les civils.»

Parallèlement, les ambassadeurs des 15 pays membres du Conseil de sécurité ont entendu un compte-rendu de Jean-Marie Guéhenno, adjoint du médiateur international Kofi Annan, qui s'exprimait par vidéoconférence depuis Genève, et du chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Hervé Ladsous. M. Guéhenno a dit attendre des «gestes concrets» de Damas concernant l'arrêt des violences, la libération des détenus et l'accès humanitaire. Il a aussi appelé l'opposition à dialoguer et renoncer à la violence. Il a en outre appelé le Conseil de sécurité à être uni et avoir des «discussions stratégiques» afin d'éviter une guerre civile en Syrie. Cependant, la Russie a jugé «prématurée» toute nouvelle initiative de l'Onu et a qualifié de «contre-productif» le renvoi des ambassadeurs syriens. Au cours de la réunion du Conseil, le représentant russe Vitaly Tchourkine a maintenu cette attitude intransigeante. Il a ainsi fait valoir que l'opposition syrienne ne respectait pas non plus le plan Annan et refusait tout dialogue avec Damas.

Ces positions interviennent à la veille d'une rencontre prévu demain entre le président François Hollande et son homologue russe Vladimir Poutine. Il s'agit d'une réponse à l'ambition déclarée de M. Hollande d'infléchir la position de la Russie.

## As Safir

*Nabil Haïtham, journaliste libanais proche de la majorité*

Lors de sa dernière rencontre avec le président de la République Michel Sleiman, l'ancien Premier ministre Fouad Siniora n'a pas donné de réponse positive ou négative concernant la participation du Courant du futur au dialogue national convoqué pour le 11 juin. Son approche était calme et compréhensive à l'égard de l'initiative présidentielle et, par conséquent, il n'a pas fermé la porte à une éventuelle participation.

Le communiqué du Bloc du futur a reflété ce flou. Certains membres refusent de participer au dialogue et reprochent au chef de l'Etat d'avoir fait preuve de «précipitation», de vouloir embarrasser le 14-Mars et ménager le 8-Mars, qui assume la responsabilité de l'interruption du dialogue, il y a deux ans, lorsqu'il a insisté pour que l'affaire des faux-témoins soit inscrite à l'ordre du jour.

Jusqu'à présent, il semble que l'opinion prédominante au sein du Courant du futur appelle à l'adoption d'une position unifiée vis-à-vis de l'initiative de Sleiman: «Soit nous participons, soit nous boycottons tous ensemble». Le but est de barrer la route au président du parti Kataëb, qui a clairement dit qu'on ne pouvait pas rejeter l'appel au dialogue du chef de l'Etat.

Certains trouvent des similitudes entre les conditions posées par le 14-Mars pour participer au dialogue, celles que la coalition avait établies pour accepter de participer au gouvernement de Najib Mikati et le «cahier des charges» qu'elle est actuellement en train de préparer sous le nom d'«initiative de salut» pour le soumettre au président Sleiman. A la lumière de la réponse du président, le 14-Mars prendra sa décision finale.

Le silence de l'ancien Premier ministre Saad Hariri au sujet de l'initiative présidentielle est significatif. La position définitive du 14-Mars serait reflétée par la position du chef des Forces libanaises, Samir Geagea, qui a estimé que «le dialogue dans les circonstances actuelles est une perte de temps».

Cela signifie que la position de Geagea exprime celle de l'opposition dans son ensemble, notamment le Courant du futur. De la sorte, il a barré la route aux Kataëb et a offert un quitus au Courant du futur, qui serait fort embarrassé de ne pas participer au dialogue si ses deux alliés chrétiens avaient accepté l'invitation de Sleiman. Le Courant du futur peut-il ignorer la position de Geagea et participer au dialogue sans son principal allié chrétien?

Un dirigeant de l'opposition explique qu'en participant au dialogue, Hariri reconnaîtrait «le coup d'Etat politique» qui l'a écarté du pouvoir. Aussi, n'a-t-il pas intérêt à y prendre part. Sauf que la lettre royale saoudienne incitant le président Sleiman à prendre l'initiative d'appeler au dialogue l'aurait embarrassé et l'aurait contraint à revoir sa position. Cela expliquerait le fait que ses équipes de conseillers sont revenues au Liban et ont repris normalement leurs activités.

## Al Joumhouria (Quotidien proche du 14-Mars)

Selon des informations sûres, le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, est mécontent de la teneur du dernier communiqué publié par le Bloc du Futur et des conditions qu'il a posé pour participer au dialogue national. M. Joumblatt ne voit aucun intérêt dans l'appel à former un gouvernement neutre, lancé par le Courant du Futur. Le chef PSP affirme à ce sujet: «Qu'advierait-il si le gouvernement actuel démissionne et que le climat politique et sécuritaire ambiant empêche la formation d'un nouveau gouvernement?». M. Joumblatt espère que Saad Hariri ira de l'avant dans l'ouverture qu'il a opérée en direction du président du Parlement, Nabih Berry, et décide de participer au dialogue. Les mêmes sources ajoutent que M. Joumblatt reproche au leadership saoudien d'avoir mentionné, dans la lettre adressée par le roi au président Michel Sleiman, à «une grande communauté libanaise victime d'injustice», en allusion aux sunnites. Aussi, il est peu probable que M. Joumblatt se rende prochainement en Arabie saoudite pour y rencontrer le roi, d'autant que le chef du PSP estime qu'il faut maintenir en place le gouvernement actuel jusqu'en 2013, date des élections, afin de préserver la sécurité et la stabilité, alors que l'Arabie saoudite et le Courant du futur souhaitent la formation d'un cabinet neutre.

## ILS ONT DIT...

**Nabil Kaouk**, vice-président du Conseil exécutif du Hezbollah

“ **Les orientations politiques et les positions du 14-Mars commencent à devenir un fardeau lourd pour le Liban et un danger véritable pour sa stabilité. C'est ce qui pousse les Libanais à s'attacher davantage au dialogue national, devenu un moyen pour barrer la voie à la discorde et pour consolider la stabilité, quels que soient ses résultats. Les forces du 14-Mars doivent atténuer la vigueur de leurs propos car le Liban ne supporte plus les discours provocateurs qui exacerbent les susceptibilités confessionnelles.**

**Samir Geagea**, chef des Forces libanaises (14-Mars)

“ **J'ai de la peine de ne pouvoir répondre favorablement à l'appel au dialogue du président Sleiman. L'ordre du jour prévu est centré sur la question des armes, dont nous débattons depuis sept ans déjà. Un débat byzantin qui ne finit pas, alors que nous faisons face à des problèmes imminents. La cause des derniers troubles est la présence même de l'actuel gouvernement dont la majorité des composantes, et en dépit des efforts du chef de l'État, s'associe sans détour au régime syrien. La politique de dissocation dont se vante le gouvernement est discréditée par un ministre des Affaires étrangères qui agit comme s'il était le chef syrien de la diplomatie. La relance du dialogue à l'heure actuelle est, à mon avis, une grande perte de temps, qui, de surcroît, détournera l'attention des nombreuses violations commises par le gouvernement. Nous ne prenons pas position contre le dialogue en soi, mais contre les actes de l'actuel gouvernement.**

**Walid Joumblatt**, leader druze libanais anti-syrien

“ **Les druzes de Syrie doivent s'abstenir de servir dans l'armée de Bachar al-Assad afin de ne pas être utilisés comme carburant par le régime pour servir ses intérêts particuliers.**

## L'Orient-Le Jour

*Scarlett Haddad, journaliste libanaise proche de la majorité*

### **Damas libère 500 détenus**

*L'Agence officielle syrienne Sana rapporte jeudi que «500 prisonniers ont été libérés aujourd'hui», au lendemain de l'appel des Nations unies à la libération des détenus. Sana précise que les personnes libérées étaient impliquées dans les «événements mais n'ont pas de sang sur les mains».*

### **Deux touristes américains enlevés en Egypte**

*Une source de sécurité égyptienne a rapporté que deux touristes américains ont été enlevés mercredi soir en Egypte par des Bédouins protestant contre l'arrestation de l'un des leurs. L'enlèvement s'est produit près de la station balnéaire de Dahab, sur la mer Rouge. Des recherches ont été lancées pour les retrouver.*

### **Réconciliation entre el-Assir et la Jamaa islamiya**

*Le cheikh salafiste Ahmad al-Assir, imam de la mosquée Bilal ben Rabah, à Saïda, et la Jamaa islamiya (branche des Frères musulmans au Liban) se sont réconciliés. Le responsable politique de la Jamaa au Liban-Sud, Bassam Hammoud, a rendu visite à cheikh al-Assir. Les deux hommes ont souligné au cours de l'entretien «leur attachement mutuel à la sécurité et à la stabilité à Saïda», ainsi que «le droit de tous à l'expression de leurs idées en toute liberté et par les moyens démocratiques et pacifiques».*

Le Hezbollah refuse de se laisser entraîner dans un bazar de négociations dans l'affaire des onze pèlerins enlevés près de la frontière entre la Syrie et la Turquie, dans le genre de ce qui se passait avec les parties occidentales pendant la période dite «des otages étrangers» dans les années 80. Il refuse aussi de céder aux provocations. À ce sujet, des sources autorisées démentent les informations selon lesquelles le pèlerin Abbas Cheaïb serait un cadre du parti. Une photo de ce dernier serait en train de circuler, dans laquelle il apparaîtrait posant au volant d'un véhicule militaire israélien pris pendant la libération du Sud en 2000. Des sources proches du parti parlent d'un trucage photographique. Nabil el-Halabi, directeur de l'Organisation libanaise pour la démocratie et les droits de l'homme, a récemment présenté une prétendue photo de Cheaïb les yeux bandés et la tête baissée, qui lui aurait été remise par l'opposition syrienne. Diffusée par la LBCI, la photo est suffisamment dérangeante pour pousser les familles des pèlerins et le Hezbollah à une réaction vive face à l'humiliation qu'aurait subie le pèlerin enlevé. Mais son authenticité a été rapidement contestée et la LBCI a même rappelé qu'elle a été sans doute prise par les soldats américains en Irak, lors du scandale de la prison d'Abou Ghraïb, précisant, photos à l'appui, que le prisonnier aux yeux bandés ne ressemble pas du tout à Abbas Cheaïb. Le trucage grossier viserait donc à provoquer une nouvelle fois une discorde confessionnelle entre les Libanais... Des sources proches des familles des pèlerins annoncent toutefois que la patience de ces dernières n'est pas sans limites, et si les négociations n'avancent pas, elles songeront à organiser un sit-in devant l'Escwa au centre-ville tout près de celui des familles des détenus libanais en Syrie. Ce qui les retiendrait encore, c'est d'abord les appels à la retenue des commandements d'Amal et du Hezbollah, et la conscience de l'existence d'un plan visant à menacer la paix civile au Liban, ainsi que les promesses véhiculées par les milieux officiels au sujet d'éventuels développements positifs après la visite de Mikati en Turquie. Les familles des pèlerins sont d'ailleurs convaincues que la Turquie peut jouer un rôle-clé dans ce domaine, d'autant que le lieu où l'enlèvement s'est produit fait partie de la zone surveillée par l'armée turque à quelques kilomètres de la frontière syrienne. Leurs familles se demandent à cet égard pourquoi la Turquie, qui participe à la Finul avec un important contingent et qui s'est souvent déclarée en faveur de la stabilité au Liban, accepte d'être mêlée à une affaire qui est avant tout humanitaire. Les familles attendent donc les nouvelles en provenance de Turquie et elles ne croient plus du tout à tout au sérieux de tous ceux qui, depuis plus d'une semaine, se présentent comme des intermédiaires ou des interlocuteurs possibles. En même temps, elles se demandent pourquoi les autorités turques feraient un cadeau au Premier ministre Négib Mikati en lui donnant des informations sur le sort des pèlerins enlevés au lieu de les garder pour Saad Hariri qui reste plus proche d'elles politiquement.

## Al Akhbar

Le gouvernement est entré dans une phase critique de son existence, après qu'il soit devenu un fardeau pour la plupart de ses composantes. Lors de la réunion d'hier, le Conseil des ministres s'est auto-flagellé, avant que ses membres ne s'accordent à se donner un délai d'une semaine tout au plus pour replâtrer l'action gouvernementale. Sans quoi, le Bloc du Changement et de la réforme envisage de quitter le cabinet. Lors de cette réunion, le gouvernement a semblé vouloir se suicider. Aucune de ses composantes n'est satisfaite de ses prestations et la plupart sont critiques. Le ministre de l'Énergie et de l'Eau a proposé une réflexion sur la situation du gouvernement dans son ensemble et sur la pertinence de son maintien en place. Le ministre de la Santé, Hassan Khalil (proche de M. Nabih Berry, a jugé «inacceptable» la poursuite de cette situation. M. Berry avait d'ailleurs évoqué les carences du gouvernement et son inaction ces deux dernières semaines avec le Premier ministre Najib Mikati, affirmant que cette situation était couteuse à tous les niveaux.